



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2012

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	11
• Etats financiers consolidés	12
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	28
Attestation du rapport financier semestriel	46
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	47

Exacompta Clairefontaine S.A.

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président d'Exaclair Ltd (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)
Cogérant d'Exaclair GmbH (DE)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Décopatch
Cogérant de Publiday Multidia (MA)

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
M. Pascal FRANCOIS

SEREC AUDIT, 75015 Paris
M. Benoît GRENIER

Mesdames, Messieurs,

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011
Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires)	258 427	270 978
Résultat opérationnel	-2 792	1 934
Résultat net avant I.S	-2 533	1 350
Résultat net après I.S	-2 796	520
dont Part des minoritaires	–	-1
Part du groupe	-2 796	521

Il n'y a aucune variation de périmètre au 1^{er} semestre 2012.

Le cash flow consolidé du groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 10 803 K€ au 30 juin 2012 contre 9 623 K€ au 30 juin 2011.

1.1 PRODUCTION PAPIERS

Le premier semestre 2012 constate un recul sensible des ventes de papier dans un contexte de pression sur les prix de vente.

Clairefontaine et ses filiales conservent leurs parts de marché et même conquièrent de nouvelles commercialités. Cependant cela ne suffit pas dans un contexte général de chute de la demande de papiers qui perdure.

Deux raisons, baisse de l'activité économique d'une part et développement de la substitution électronique d'autre part, expliquent cette situation préoccupante.

Pour mémoire, le recueil d'information statistique de la COPACEL indique une chute de 29,10 % sur le 1^{er} semestre 2012 par rapport au 1^{er} semestre 2011 en ce qui concerne la production de papiers non couchés avec et sans bois en France.

Le secteur Papier du groupe a bénéficié au cours du 1^{er} trimestre d'une évolution favorable, engagée à la fin de 2011, du prix des pâtes à papier, mais qui restent à des niveaux élevés. Cela explique la meilleure performance de ce secteur par rapport à 2011.

Cependant, au deuxième trimestre, ces prix sont repartis à la hausse.

1.2 TRANSFORMATION

On observe dans le secteur de la Transformation une stabilisation des volumes de vente. Dans le même temps, de façon générale, on observe une chute très marquée des marges provoquée par un niveau de concurrence exacerbé sur tous les marchés tant au niveau national qu'international.

Le résultat du secteur Transformation s'explique également par des décalages importants dans les activités saisonnières de calendriers et agendas.

Après un mois de mai exceptionnellement bas, la consommation d'articles de papeterie et de fournitures de bureau enregistre un rebond sur juin en affichant une progression des ventes de 3,5 % sur le plan national.

Cette évolution, accentuée, par des effets de calendrier, provient à la fois de la clientèle familiale et de la demande des professionnels avec toutefois des dynamiques différenciées selon les principaux circuits de distribution.

En ce qui concerne la rentrée des classes 2012-2013 (cahiers, classement) le Groupe continue à enregistrer des progressions en volume.

1.3 SITUATION FINANCIERE – ENDETTEMENT

Au 30 juin 2012, pour un chiffre d'affaires de 258 427 K€, l'endettement financier du groupe (hors comptes courants de la société mère ECN) s'élève à 89 279 K€ et les fonds propres à 362 966 K€.

Le groupe Exacompta Clairefontaine dispose d'une ligne de crédit négociée de 155 000 K€. Cette ligne était utilisée pour 32 000 K€ au 30 juin 2012.

Disposant d'une trésorerie active de 46 536 K€ lui permettant entre autres d'autofinancer une partie de ses investissements, le groupe affiche au 30 juin 2012 un endettement financier net de 42 743 K€.

1.4 AUTRES POINTS

- ✘ Il n'y a pas d'actionnariat salarié.
- ✘ Notre actionnaire principal, les Etablissements Charles NUSSE possède 910 395 actions au 30 juin 2012, soit 80,46 % du capital. La société Financière de l'Echiquier détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités.

Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

3. SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Evaluation des risques, pénibilité au travail, arbre des causes, prévention des maladies professionnelles, troubles musculo-squelettiques,... . Aujourd'hui, ce vocabulaire n'est plus réservé qu'aux seuls préventeurs.

La culture sécurité se développe dans les unités du groupe. Elle devient un élément stratégique dans la politique des entreprises de par son impact sur la motivation et le bien-être du personnel.

Plus globalement l'industrie papetière se mobilise en 2012 sur la thématique de la sécurité. Le congrès de l'Association Technique de l'Industrie Papetière, en octobre prochain, aura pour thème : « Vers l'excellence pour la santé et la sécurité sur les sites industriels ».

Cette émulation nationale ne peut être que bénéfique pour l'amélioration de nos statistiques sécurité. Le partage des retours d'expérience et les échanges entre les animateurs sécurité des différents sites du groupe doivent continuer à se développer. Cela permettra dans un premier temps d'atteindre un niveau satisfaisant de nos résultats sécurité, puis de viser, à terme, l'excellence.

Les résultats actuels continuent à progresser favorablement. Après une année 2011 décevante pour les Papeteries de Clairefontaine, le nombre de jours d'arrêt de travail consécutifs à des accidents a été divisé par deux sur le premier semestre 2012.



Les Papeteries de Clairefontaine à Etival-Clairefontaine (88)

4. INFORMATIONS SOCIALES

L'effectif total du groupe Exacompta Clairefontaine était de 3 226 personnes au 30 juin 2012 contre 3 304 au 30 juin 2011. Les sociétés appliquent la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle du cartonnage.

Le comité de groupe réuni le 5 juin 2012 a commenté l'activité et les perspectives économiques et sociales.

5. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

- Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe :

Site	Emissions en tonnes de CO ₂		Evolution
	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	
CLAIREFONTAINE	39 911	43 264	↓ 7,8 %
MANDEURE	4 828	5 527	↓ 12,7 %
EVERBAL	5 379	5 184	↑ 3,8 %
Total	50 118	53 976	↓ 7,2 %

Site	Production brute en tonnes		Evolution
	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	
CLAIREFONTAINE	87 202	99 083	↓ 12,0 %
MANDEURE	16 613	18 922	↓ 12,2 %
EVERBAL	21 114	21 604	↓ 2,3 %
Total	124 929	139 609	↓ 10,5 %

Les émissions brutes globales de CO₂ sont en baisse par rapport au premier semestre 2011. Cette diminution des émissions est due à une chute de plus de 10 % de la production consécutive à la conjoncture économique défavorable du premier semestre.

- Valorisation des déchets

Le groupe Exacompta Clairefontaine s'est toujours attaché à gérer le mieux possible les déchets issus de ses unités de production et de transformation.

Puisque le déchet le plus facile à éliminer est celui que l'on n'a pas produit, les sites cherchent en permanence à réduire à la source les quantités de déchets générés, permettant également une économie de matières premières.

Exemples :

- Amélioration des dispositifs de filtration des eaux de process de fabrication du papier pour en retirer le maximum de fibres et limiter la production de boues d'épuration ;
- Optimisation des emballages pour assurer le meilleur compromis entre protection du produit fabriqué et poids de l'emballage.

Lorsque la production de déchets ne peut être évitée, la valorisation de la matière par réemploi ou recyclage est toujours privilégiée, grâce notamment à une collecte sélective poussée des différentes catégories de déchets.

Exemples :

- *Recyclage interne des rebuts de production sur les sites de fabrication de papier ou pour les sites de transformation, transfert à Everbal qui produit les papiers recyclés du groupe ;*
- *Valorisation des matières plastiques (films d'emballage de palette en polyéthylène, chutes de couvertures de cahier en polypropylène ;*
- *Réemploi des palettes usagées ou recyclage chez les fabricants de panneaux de particules ;*
- *Compostage des boues d'épuration puis valorisation des composts en agriculture.*

Lorsque la valorisation matière n'est pas envisageable, notamment pour les produits multi matériaux qui ne sont pas facilement séparable, la valorisation énergétique est envisagée.

Exemple :

- *Test de broyage de déchets industriels banals (DIB) pour la production de combustibles de substitutions pour les cimenteries.*

En dernier recours seulement, et pour une faible part, les déchets dits « ultimes » seront dirigés vers des centres spécialisés où ils seront stockés ou co-incinérés.

Outre la réduction des quantités, les sites du groupe cherchent également à réduire la dangerosité éventuelle de déchets produits en améliorant la sélection des matières premières, notamment des agents chimiques, en partenariat avec les fournisseurs.



Papiers collectés prêts à être valorisés

6. PERSPECTIVES

6.1 PERSPECTIVES GENERALES

Le début du 2^{ème} semestre permet d'espérer une baisse des prix des pâtes à papier. Il semble qu'un trend baissier se mette durablement en place.

Par contre, la demande en papiers d'impression et écriture devrait rester faible sur le 2nd semestre 2012. Le papier accompagne inéluctablement les évolutions de faible croissance de l'économie générale. Dans le même temps, le phénomène de substitution électronique va croissant.

Cela nous oblige à une réorganisation permanente de nos activités et une évolution plus marquée encore vers des papiers et des articles de spécialités.

Dans ce contexte, le résultat net consolidé de l'exercice devrait être très en retrait sur celui de 2011 qui était de 3 341 K€.

6.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes.

➤ Gestion du risque matières premières et énergie

La première incertitude réside dans le prix de la matière première. Cette dernière est assumée par une politique d'achats de matières premières pâteuses très diversifiés, avec des volumes significatifs.

Sur le plan financier, les achats se font pour moitié avec des dollars USD achetés au comptant et pour moitié avec des achats à terme avec option de liquidation. Les prix de matière finissent par être répercutés dans les prix de vente en tenant compte des équilibres du marché.

En ce qui concerne l'énergie (gaz, électricité), les usines sont couvertes par des contrats long terme. Papeteries de Clairefontaine et Everbal ont adhéré à Exeltium pour 7,5 Mw de capacité, ce qui permettra l'accès à un coût énergétique à de meilleures conditions de marché.

De nouvelles installations de production de bio énergie sont à l'étude pour améliorer le lissage des coûts énergétiques.

Nos allocations de quotas de CO₂ apparaissent suffisantes et la bonne gestion technique des sites devrait permettre de dégager des quotas excédentaires.

Pour favoriser leur commercialité, les usines sont certifiées ISO 9000 et 14001. Elles utilisent exclusivement des matières premières certifiées FSC ou PEFC en fonction des nécessités commerciales.

➤ Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. La gestion du risque financier est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction Générale du Groupe.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un tiers viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

✖ Créances clients et autres débiteurs

Le risque de crédit est réparti sur un grand nombre de clients. Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours et le risque est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

✖ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides, les contreparties étant des banques de premier ordre.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à sa réputation. A cet effet des financements à court terme sont mis en place, ainsi qu'une ligne de tirage couvrant les échéances moyen terme.

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales concernent principalement les achats de matières premières qui sont couverts à 50 % par des contrats d'options.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2012

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 12
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 28

Bilan consolidé

en K€	30/06/2012	31/12/2011	Notes
ACTIFS NON COURANTS	240 822	240 470	
Immobilisations incorporelles	15 096	14 393	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	11 041	11 057	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	210 715	211 152	(2.1.5)
Actifs financiers	3 564	3 484	(2.1.6)
Impôts différés	406	384	(2.4)
ACTIFS COURANTS	389 511	345 923	
Stocks	190 848	174 553	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	149 979	108 922	(2.2.2)
Acomptes versés	1 936	2 981	
Créances d'impôt	212	2 209	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 536	57 258	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	630 333	586 393	

CAPITAUX PROPRES	362 966	366 657	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	253 902	250 902	
Réserves consolidées	107 599	108 283	
Ecart de conversion	-311	-446	
Résultat - part du groupe	-2 796	3 346	
Capitaux propres – part du groupe	362 920	366 611	
Intérêts minoritaires	46	46	
DETTES NON COURANTES	62 641	61 715	
Dettes portant intérêt	16 495	16 624	(2.6)
Impôts différés	29 381	29 057	(2.4)
Provisions	16 765	16 034	(2.5)
DETTES COURANTES	204 726	158 021	
Dettes fournisseurs	56 221	52 591	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	89 284	54 213	(2.6)
Provisions	2 633	2 367	(2.5)
Dettes d'impôt			
Autres dettes	56 588	48 850	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	630 333	586 393	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2012	30/06/2011	Notes
Produits des activités ordinaires	258 427	270 978	
- Ventes de produits	254 905	267 033	
- Ventes de services	3 522	3 945	
Autres produits opérationnels	3 409	6 335	
- Reprises d'amortissements	124	211	(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	15	11	
- Autres produits	3 270	6 113	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	18 596	25 686	(2.2.1)
Production immobilisée	345	279	
Marchandises et matières consommées	-139 260	-156 062	(2.2.1)
Charges externes	-44 413	-45 234	
Frais de personnel	-76 273	-76 054	(2.11)
Impôts et taxes	-6 153	-5 367	
Dotations aux amortissements	-12 507	-12 322	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-4 963	-6 305	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills	-2 792	1 934	
Dépréciation des goodwills			(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills	-2 792	1 934	
Produits financier	1 642	2 990	
Charges financières	-1 383	-3 574	
Résultat financier	259	-584	(2.12)
Charges d'impôt sur le résultat	-263	-830	(2.4, 2.10)
Résultat après impôts	-2 796	520	
Résultat net – part des minoritaires	0	-1	
Résultat net - part du Groupe	-2 796	521	
Résultat de la période	-2 796	521	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	-2.47	0.46	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2012	30/06/2011
Résultat net de la période	-2 796	520
Ecarts résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	236	-476
Résultat global total	-2 560	44
Attribuable :		
- aux minoritaires	0	-1
- au Groupe	-2 560	45

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2010	363 994	50	364 044
Écarts de conversion	404		404
Autres variations	-2	1	-1
Total des opérations n'affectant pas le résultat	402	1	403
Résultat de l'exercice	3 346	-5	3 341
Dividendes	-1 131		-1 131
Solde au 31/12/2011	366 611	46	366 657
Écarts de conversion	236		236
Autres variations			
Total des opérations n'affectant pas le résultat	236	-	236
Résultat de l'exercice	-2 796		-2 796
Dividendes *	-1 131		-1 131
Solde au 30/06/2012	362 920	46	362 966

* Soit 1€ par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2012	31/12/2011	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	46 536	57 258	(actif)
Découverts bancaires remboursables à vue	-89 277	-53 869	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-7	-9	(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	-42 748	3 380	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2012	31/12/2011	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	-2 796	3 341	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	13 353	24 540	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	324	245	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	-314	-1 605	
• Ecart de conversion	236	404	
• Autres	-	-1	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>10 803</i>	<i>26 924</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-44 961	-7 111	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	4 007	-1 196	
• Impôt sur les bénéfices décaissé	-2 010	617	
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-32 161	19 234	
• Acquisitions d'immobilisations	-14 253	-30 502	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	1 864	5 370	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions	-	-	
• Incidence des variations de périmètre - cessions	16	115	
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-12 373	-25 017	
• Dividendes versés	-5 833	-6 782	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	4 702	5 651	
• Emprunts souscrits	405	2 372	
• Remboursements d'emprunts	-877	-4 934	
• Intérêts payés	-405	-2 372	
• Intérêts reçus	414	551	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 594	-5 514	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-46 128	-11 297	
Trésorerie d'ouverture	3 380	14 677	
Trésorerie de clôture	-42 748	3 380	
Variation de trésorerie	-46 128	-11 297	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Le Groupe a choisi de présenter des états financiers intermédiaires complets.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 31 août 2012.

2- Adoption des normes internationales

➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2012 :

- ✗ Amendements IFRS 7 – *Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers*

L'application de ces amendements n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

➤ Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne d'application facultative en 2012

- ✗ Amendements IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global*
- ✗ Amendements IAS 19 – *Avantages du personnel*

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation.

Les incidences de ce nouveau texte sont en cours d'évaluation. Cependant, aucun impact significatif sur les états financiers n'est attendu.

➤ Normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

- ✗ IFRS 9 – *Instruments financiers*
- ✗ IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*
- ✗ IFRS 11 – *Partenariats*
- ✗ IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- ✗ IFRS 13 – *Evaluation de la juste valeur*
- ✗ IAS 27 révisée 2011 – *Etats financiers individuels*
- ✗ IAS 28 révisée 2011 – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*

- ✘ Amendements IFRS 7 – *Informations à fournir – Compensation des actifs/passifs financiers*
- ✘ Amendements IAS 12 – *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents*
- ✘ Amendements IAS 32 – *Compensation des actifs et des passifs financiers*

Les incidences de l'application de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation.

L'IASB, au cours de sa réunion des 23 et 24 juin 2005, a retiré l'interprétation IFRIC 3 relative au traitement comptable des droits d'émission des gaz à effet de serre. En conséquence, le traitement comptable appliqué est décrit dans la note 8. Ce traitement est provisoire dans l'attente d'une position définitive de l'IASB.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 révisée. A la date d'acquisition correspondant à la date de prise de contrôle de l'entreprise, il est procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué comme étant l'excédent $[a - b]$ entre :

- a) le total constitué de la contrepartie transférée, du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière.

Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone faisant l'objet d'un titre émis par l'Etat, valable pour une durée spécifiée.

L'Etat alloue aux exploitants, pour chaque installation autorisée, un certain nombre de quotas.

La quantité totale de dioxyde de carbone émise par chaque installation au cours d'une année civile est mesurée ou calculée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone.

L'exploitant est tenu de restituer chaque année à l'Etat un nombre de quotas égal au total de ses émissions au cours de l'année civile écoulée.

Les quotas alloués par l'Etat le sont à titre gratuit dans le cadre d'un plan national couvrant actuellement la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012.

Les quotas sont des biens meubles exclusivement matérialisés par une inscription au compte de leur propriétaire dans le registre national français. Ils sont négociables, transmissibles par virement de compte à compte et confèrent des droits identiques à leurs détenteurs.

Bien que n'augmentant pas directement les avantages économiques futurs se rattachant à un actif existant, les quotas d'émission sont nécessaires pour que les filiales puissent obtenir les avantages économiques futurs de leurs autres actifs. Ils sont donc comptabilisés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.

L'obligation de restitution à l'Etat des émissions de gaz constatées au cours de la période donne lieu à la constatation d'un passif par la contrepartie d'une charge.

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Le passif correspondant aux quotas d'émission à restituer est évalué sur la base de la valeur d'entrée des quotas alloués, majoré le cas échéant de la valeur des quotas acquis sur le marché.

Dans le cas de quotas acquis et excédentaires à la clôture, un test de dépréciation est effectué consistant à comparer leur valeur comptable à la valeur sur le marché d'échange à la clôture de l'exercice. Les quotas délivrés gratuitement par l'Etat ne sont pas soumis à dépréciation.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales. Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables.

Suite à l'application de la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* à compter du 1^{er} janvier 2010, le goodwill est déterminé selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Les goodwills antérieurement comptabilisés ne sont pas ajustés.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT qui sont constitués le plus souvent de filiales ou de regroupements de filiales présentant des synergies.

Ces UGT sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année un test de dépréciation est réalisé sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie porteuses de goodwills, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée, selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés sur une durée moyenne de 5 ans, ils sont actualisés au taux de 8 à 10 % et tiennent compte d'une valeur terminale. Il n'y a pas de variation significative des principales hypothèses clé retenues pour la détermination des flux de trésorerie attendus.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés au taux de 8 %.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible entre le coût ou leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation de un mois et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont classées dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat. Les swaps, de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur correspondant au prix qui serait échangé par des parties consentantes et bien informées et dans des conditions de concurrence normale. Elle est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des OAT à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées. L'ensemble des écarts actuariels est comptabilisé immédiatement en charges de la période.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50 % des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

Les variations de taux de change n'ont aucun impact significatif sur le compte de résultat ou les capitaux propres au 30 juin 2012.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. En conséquence, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie ou des crédits spot rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs d'une ligne de tirage, couvrant les échéances moyen et long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2012 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
L'AGENDA MODERNE	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	552 097 347
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
CHÂTELLES TRANSFORMATION	Route des Châtelles 88110 RAON L'ETAPE	100	100	I.G.	492 300 561
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue Georges Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
DECOPATCH	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665
LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814

LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
PELISSIER MI	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
DIFTAR EXPORT	23, rue Tarik Bnou Zlad 40000 GUELIZ – MARRAKECH	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA I REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	249, Boulevard de l'Humanité B – 1620 DROGENBOS	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R POLSKA	Ul lesnà 23 – Kotowice PL – 55-011 SIECHNICE	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	
QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	
QUO VADIS Italia Srl	19 via Roberto Lepetit I – 20124 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1-32-3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	

QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60-773 POZNAN	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075-3770	100	100	I.G.	
SCHUT	Kabeljauw 2 NL - 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> Néant

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés à la valeur constatée sur le marché d'échange à la date de leur réception.

Le montant net des droits d'émission de gaz à effet de serre inscrit à l'actif s'élève à 1 856 K€ au 30 juin 2012.

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 655 K€.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2012.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 5 filiales au 30 juin 2012.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2012 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2012	31/12/2011
<i>Immobilisations corporelles</i>	16 559	16 559
Terrains	53	53
Constructions	5 661	5 661
Installations techniques, mat et outillages industriels	10 845	10 845
<i>Amortissements</i>	13 672	13 250
Cumulés à l'ouverture	13 250	12 378
Dotation de la période	422	872
<i>Emprunts</i>	0	29

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont maintenus à leur coût à défaut de juste valeur fiable.

Les créances rattachées aux participations et les prêts et autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2012, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 911	25 345	1 882	41 138
Acquisitions		2 449	192	2 641
Cessions		-73	-108	-181
Variations de périmètre				
Ecarts de conversion		6	9	15
Transferts et autres mouvements	-16	-1 343	-108	-1 467
Valeur brute à la clôture	13 895	26 384	1 867	42 146
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	2 854	11 446	1 388	15 688
Cessions		-73	-108	-181
Variations de périmètre				
Amortissements		718	71	789
Dépréciations				
Reprises				
Ecarts de conversion		4	9	13
Transferts et autres mouvements		-300		-300
Amortissements et dépréciations à la clôture	2 854	11 795	1 360	16 009
Valeur nette comptable à l'ouverture	11 057	13 899	494	25 450
Valeur nette comptable à la clôture	11 041	14 589	507	26 137

Au 31 décembre 2011, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	17 141	22 750	1 947	41 838
Acquisitions		3 795	437	4 232
Cessions	-115	-417	-91	-623
Variations de périmètre		-15	-129	-144
Ecarts de conversion		3	11	14
Transferts et autres mouvements	-3 115	-771	-293	-4 179
Valeur brute à la clôture	13 911	25 345	1 882	41 138
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	5 463	10 578	1 306	17 347
Cessions		-266	-91	-357
Variations de périmètre		-9	-46	-55
Amortissements		1 106	186	1 292
Dépréciations	506	10		516
Reprises				
Ecarts de conversion		2	8	10
Transferts et autres mouvements	-3 115	25	25	-3 065
Amortissements et dépréciations à la clôture	2 854	11 446	1 388	15 688
Valeur nette comptable à l'ouverture	11 678	12 172	641	24 491
Valeur nette comptable à la clôture	11 057	13 899	494	25 450

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2012, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	128 185	373 510	28 615	5 842	536 152
Acquisitions	949	2 796	912	6 676	11 333
Cessions	-5	-835	-191		-1 031
Variations de périmètre					
Ecart de conversion	200	334	47		581
Transferts et autres mouvements	4	3 329	281	-3 752	-138
Valeur brute à la clôture	129 333	379 134	29 664	8 766	546 897
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	68 071	233 620	23 309	0	325 000
Cessions	-4	-649	-180		-833
Variations de périmètre					
Amortissements	2 112	8 668	938		11 718
Dépréciations					
Reprises		-108	-16		-124
Ecart de conversion	75	304	42		421
Transferts et autres mouvements					
Amortissements et dépréciations à la clôture	70 254	241 835	24 093	0	336 182
Valeur nette comptable à l'ouverture	60 114	139 890	5 306	5 842	211 152
Valeur nette comptable à la clôture	59 079	137 299	5 571	8 766	210 715

Au 31 décembre 2011, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	126 175	357 345	28 238	8 785	520 543
Acquisitions	1 147	16 204	1 990	6 128	25 469
Cessions	-227	-7 615	-1 925	-61	-9 828
Variations de périmètre			-25		-25
Ecart de conversion	204	326	49		579
Transferts et autres mouvements	886	7 250	288	-9 010	-586
Valeur brute à la clôture	128 185	373 510	28 615	5 842	536 152
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	63 870	223 519	22 529	0	309 918
Cessions	-164	-7 146	-1 426		-8 736
Variations de périmètre			-13		-13
Amortissements	4 290	17 572	2 229		24 091
Dépréciations					
Reprises		-361	-53		-414
Ecart de conversion	75	277	43		395
Transferts et autres mouvements		-241			-241
Amortissements et dépréciations à la clôture	68 071	233 620	23 309	0	325 000
Valeur nette comptable à l'ouverture	62 305	133 826	5 709	8 785	210 625
Valeur nette comptable à la clôture	60 114	139 890	5 306	5 842	211 152

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2012, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 797	0	843	1 762	4 402
Acquisitions	27		30	59	116
Cessions					
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements			-51	-12	-63
Valeur brute à la clôture	1 824	0	822	1 809	4 455
Dépréciations à l'ouverture	888	0	0	30	918
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations					
Reprises				-27	-27
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	888	0	0	3	891
Valeur nette comptable à l'ouverture	909	0	843	1 732	3 484
Valeur nette comptable à la clôture	936	0	822	1 806	3 564

Au 31 décembre 2011, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 847	0	1 276	1 629	4 752
Acquisitions			61	645	706
Cessions	-50				-50
Variations de périmètre			-9	-3	-12
Ecarts de conversion			3	15	18
Transferts et autres mouvements			-488	-524	-1 012
Valeur brute à la clôture	1 797	0	843	1 762	4 402
Dépréciations à l'ouverture	938	0	383	30	1 351
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations					
Reprises	-50		-383		-433
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	888	0	0	30	918
Valeur nette comptable à l'ouverture	909	0	893	1 599	3 401
Valeur nette comptable à la clôture	909	0	843	1 732	3 484

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 1 201 K€ au 30 juin 2012 contre 1 154 K€ au 31 décembre 2011.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2012, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	78	116	628	822
Autres immobilisations financières	1 202	12	595	1 809
Immobilisations et créances financières	1 280	128	1 223	2 631

Au 31 décembre 2011, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	56	122	665	843
Autres immobilisations financières	1 161	9	592	1 762
Immobilisations et créances financières	1 217	131	1 257	2 605

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2012, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	61 247	17 624	105 510	184 381
Variation	-2 342	-509	18 849	15 998
Valeur brute à la clôture	58 905	17 115	124 359	200 379
Dépréciations à l'ouverture	4 127	455	5 246	9 828
Dotations	3 187	543	2 328	6 058
Reprises	-3 080	-427	-2 858	-6 365
Ecart de conversion et autres mouvements	2	1	7	10
Dépréciations à la clôture	4 236	572	4 723	9 531
Valeur nette comptable à l'ouverture	57 120	17 169	100 264	174 553
Valeur nette comptable à la clôture	54 669	16 543	119 636	190 848

Au 31 décembre 2011, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	56 972	16 232	97 403	170 607
Variation	4 275	1 392	8 107	13 774
Valeur brute à la clôture	61 247	17 624	105 510	184 381
Dépréciations à l'ouverture	4 562	610	7 192	12 364
Dotations	3 801	423	4 633	8 857
Reprises	-4 238	-578	-6 541	-11 357
Ecart de conversion et autres mouvements	2		-38	-36
Dépréciations à la clôture	4 127	455	5 246	9 828
Valeur nette comptable à l'ouverture	52 410	15 622	90 211	158 243
Valeur nette comptable à la clôture	57 120	17 169	100 264	174 553

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 338	819	-662	3	3 498
Autres créances	259				259
Total	3 597	819	-662	3	3 757

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	138 419	675		139 094
Créances fiscales et sociales	9 153			9 153
Comptes courants débiteurs	174			174
Débiteurs divers	2 116			2 116
	149 862	675		150 537
Dépréciation				-3 757
Actifs financiers				146 780
Charges constatées d'avance				3 199
Créances clients et autres créances au bilan				149 979

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des actifs détenus à des fins de transaction. La valeur au bilan, soit 32 410 K€, correspond à la valeur de marché au 30 juin 2012. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.3 **Capitaux propres**

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 €, sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à 302 K€ (augmentation de l'impôt différé passif net). La variation de l'impôt différé enregistrée au compte de résultat s'élève à 302 K€ (charge d'impôt différé).

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.10.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	406	384	22
Impôts différés passifs	29 381	29 057	324
Impôt différé net	28 975	28 673	302

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	15 898	1 307	-236	-266		16 703
Autres provisions non courantes	136		-74			62
Provisions non courantes	16 034	1 307	-310	-266		16 765
Provisions pour risques	2 143	629	-255	-156	5	2 366
Autres provisions pour charges	224	41			2	267
Provisions courantes	2 367	670	-255	-156	7	2 633

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 3,40 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2012
Engagement à l'ouverture	15 898
Coût des services rendus	759
Coût financier	537
Gains et pertes actuariels	-491
→ <i>Dont variations actuarielles</i>	-73
→ <i>Dont nouvelles entrées</i>	51
→ <i>Dont sorties de l'exercice</i>	-469
Engagement à la clôture	16 703

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 13 228 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 475 K€.

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	36			36
Dettes financières diverses	162	373	122	657
Dettes financières locations-financements	0			0
Concours bancaires	88 579			88 579
Sous total	88 777	373	122	89 272
Comptes courants créditeurs	500		16 000	16 500
Intérêts courus	7			7
Total	89 284	373	16 122	105 779
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				117

- Dont dettes courantes 89 284 K€
- Dont dettes non courantes 16 495 K€

Les dettes financières souscrites auprès des établissements de crédit au 30 juin 2012 sont intégralement libellées en euros et portent intérêt selon des taux variables. Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen et long terme sont indexées sur l'Euribor de la durée de financement augmenté d'une marge comprise entre 0,25 % et 0,45%. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie et crédits spot

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine et des crédits spot. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission ou de la souscription et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 51 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€.

Ligne de tirage

Elle est négociée auprès de plusieurs banques pour un montant maximal de 155 000 K€ et couvre des échéances d'une durée maximale de 5 ans. Les tirages ont une durée comprise entre 10 jours et 1 an. La ligne de tirage est utilisée à hauteur de 32 000 K€ à la clôture, montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt », les échéances des tirages étant à très court terme. Aucun montant n'est inscrit à ce titre dans le poste « Dettes portant intérêt ». Les financements long terme peuvent faire l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement pour faire face aux risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée dans les produits s'élève à 76 K€.

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des contrats Swap d'échange de taux.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 452 K€ sur le résultat au 30 juin 2012.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	8 114	10 379	254	18 747

Les montants du portefeuille sont exprimés en notionnel courant.

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2012	31/12/2011
Avances et acomptes reçus	427	255
Dettes fiscales et sociales	39 059	33 704
Fournisseurs d'immobilisations	2 275	3 230
Dettes diverses	12 499	9 772
Produits constatés d'avance	1 534	1 019
Instruments financiers dérivés	794	870
Total	56 588	48 850

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

2.9 Engagements hors bilan

➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le montant des engagements reçus est évalué par référence à la valeur constatée sur le marché d'échange.

Les engagements sur la durée résiduelle du plan d'allocation correspondent au cumul des allocations annuelles restant à obtenir valorisées au cours constaté sur le marché d'échange en fin de période. Le groupe n'attend pas de déficit global sur l'ensemble du plan.

Les quotas à restituer sont évalués conformément aux principes décrits dans la note 8 de présentation des états financiers consolidés.

en K€	30/06/2012	31/12/2011
<i>Droits d'émission de gaz à effet de serre</i>		
➤ Engagements donnés – restitution	602	1 289
➤ Engagements reçus – solde des allocations de la période	1 254	713
➤ Engagements reçus – allocations annuelles à obtenir	–	914

➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est caution solidaire au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.

2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2012	30/06/2011
Résultat de l'ensemble consolidé hors dépréciation des goodwill	-2 796	520
Dépréciation des goodwill	–	–
Impôts sur les bénéfices	-39	645
Impôts différés	302	185
Base fiscale consolidée	-2 533	1 350
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	-844	450
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	848	532
Différences de taux d'imposition	-33	-30
Décalage d'imposition	-357	-1 388
Débets et crédits d'impôt	649	1 449
Autres impacts	–	-183
Charge d'impôt effective	263	830

Impôts sur les bénéfices	-39	645
Impôts différés	302	185
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	263	830

2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2012	30/06/2011
Cadres	471	443
Employés	762	804
Ouvriers et autres salariés	1 993	2 057
Total	3 226	3 304

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	21 295	21 556
--	--------	--------

2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2012	30/06/2011
Participations & produits des autres immos financières	12	14
Revenus des autres créances et VMP	414	241
Autres produits financiers	100	116
Instruments financiers – variation de juste valeur	76	405
Reprises sur provisions et dépréciations	27	1 177
Différences de change	971	1 005
Produits nets sur cession de VMP	42	32
Total des produits financiers	1 642	2 990
Dotation aux provisions et dépréciations		2
Intérêts et charges financiers	401	1 578
Frais financiers sur locations-financements	4	1
Différences de change	718	1 663
Autres charges financières	260	330
Charges nettes sur cession de VMP		
Total des charges financières	1 383	3 574

2.13 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

<i>en K€</i>	30/06/2012	31/12/2011
<u>Bilan</u>		
Dettes portant intérêts : compte courant	16 500	16 000
Partie à court terme des dettes portant intérêt	500	500
<u>Compte de résultat</u>		
Charges financières	84	251
Redevances	572	1 095
Locations	2 658	5 315

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 855 K€.

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe en dehors des engagements de retraite calculés selon les règles applicables à l'ensemble des salariés.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 60 K€ en 2012, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 24 mai 2012.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Cadrage avec le bilan consolidé :

- Les autres actifs affectés regroupent les stocks et les acomptes versés
- Les actifs non affectés sont constitués des créances d'impôt et des impôts différés actifs

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2012

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	131 881	187 571	-61 025	258 427
Amortissements nets des reprises	5 855	6 528		12 383
Dépréciations et provisions	28	812		840
Résultat opérationnel (hors goodwill)	4 124	-6 852	-64	-2 792
Dépréciation des goodwill				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	113 044	112 767		225 811
<i>Dont investissements</i>	5 045	8 930		13 975
Goodwills		11 041		11 041
Créances client	43 737	122 118	-30 259	135 596
Autres créances	3 647	11 057	-321	14 383
<i>Total au bilan</i>	47 384	133 175	-30 580	149 979
Autres actifs affectés	57 456	137 408	-2 080	192 784
<i>Actifs non affectés</i>				618
Total des actifs	217 884	394 391	-32 660	580 233

Passifs sectoriels

Provisions courantes	372	2 261		2 633
Dettes fournisseur	23 374	63 107	-30 260	56 221
Autres dettes	22 281	34 632	-325	56 588
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	46 027	100 000	-30 585	115 442

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2012

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	165 937	77 464	15 026	258 427
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	211 526	8 164	6 121	225 811
<i>Dont investissements</i>	12 090	773	1 112	13 975
Goodwills	11 041			11 041
Créances client	118 429	13 805	3 362	135 596
Autres créances	11 631	1 016	1 736	14 383
<i>Total au bilan</i>	130 060	14 821	5 098	149 979
Autres actifs affectés	176 661	8 436	7 687	192 784
<i>Actifs non affectés</i>				618
Total des actifs	529 288	31 421	18 906	580 233

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2011

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	143 992	189 226	-62 240	270 978
Amortissements nets des reprises	5 888	6 223		12 111
Dépréciations et provisions	64	-2 171		-2 107
Résultat opérationnel (hors goodwill)	2 540	-257	-349	1 934
Dépréciation des goodwill				–

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	114 790	107 967		222 757
<i>Dont investissements</i>	5 196	8 310		13 506
Goodwills		11 563		11 563
Créances client	49 221	123 002	-33 028	139 195
Autres créances	4 562	10 225	-310	14 477
<i>Total au bilan</i>	53 783	133 227	-33 338	153 672
Autres actifs affectés	65 418	131 869	-2 440	194 847
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	233 991	384 626	-35 778	584 354

Passifs sectoriels

Provisions courantes	531	2 490		3 021
Dettes fournisseur	26 677	67 351	-33 019	61 009
Autres dettes	21 874	33 941	-612	55 203
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	49 082	103 782	-33 631	119 233

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2011

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	175 083	80 834	15 061	270 978
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	209 589	8 039	5 129	222 757
<i>Dont investissements</i>	11 824	826	856	13 506
Goodwills	11 563			11 563
Créances client	121 891	13 981	3 323	139 195
Autres créances	12 541	778	1 158	14 477
<i>Total au bilan</i>	134 432	14 759	4 481	153 672
Autres actifs affectés	179 258	9 174	6 415	194 847
<i>Actifs non affectés</i>				1 515
Total des actifs	534 842	31 972	16 025	584 354

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Olivier ROUSSAT
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

SEREC AUDIT
21, rue Leriche
75015 PARIS

BATT AUDIT
25, rue du Bois de Champelle
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2012

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 31 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Benoît GRENIER

Pascal FRANCOIS